



CONSEIL
NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

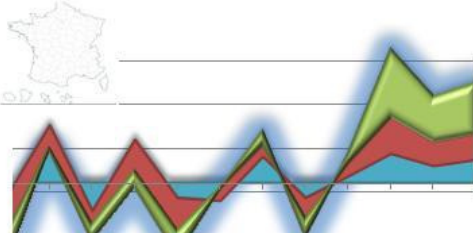
Indicateurs mensuels de l'Observatoire Economique du CNAJM

Lettre mensuelle n°8

**Issues et impact économique des
procédures collectives
au quatrième trimestre 2013**

**“ Le taux d’issues en plan est stable pour les RJ au T4 2013,
en augmentation pour les sauvegardes.**

**Le maintien de l’activité économique à l’issue des sauvegardes est plus élevé
pour les sauvegardes que pour les RJ, et tend à s’accroître au T4 2013.
En revanche le maintien de l’activité économique dans le cadre des RJ diminue.”**



*Observatoire Economique
du CNAJM*

Avril 2014



CONSEIL
NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

Issues et impact économique des procédures collectives au quatrième trimestre 2013

⇒ Éléments clés :

- Le taux d'issues en plan est stable pour les RJ au T4 2013, en augmentation pour les sauvegardes.
- Le maintien de l'activité économique à l'issue des sauvegardes est plus élevé pour les sauvegardes que pour les RJ, et tend à s'accroître au T4 2013. En revanche le maintien de l'activité économique dans le cadre des RJ diminue.

La proportion des RJ, dont l'issue observée est un plan de cession ou de continuation, est de 26,8% au T4 2013. Les sauvegardes dont les issues sont observées montrent une proportion de plan¹ bien supérieure, à 49,7%. Par rapport au T4 2012, le taux d'issues en plan est stable pour les RJ, et en augmentation pour les sauvegardes. Ceci peut résulter des caractéristiques des entreprises en sauvegarde, différentes de celles en RJ. Ainsi, la taille moyenne des entreprises en sauvegarde dont l'issue est observée s'accroît entre le T4 2012 et le T4 2013 (de 18 salariés en moyenne à 24 salariés en moyenne), ce qui peut avoir une influence sur les issues. En revanche, la taille moyenne des RJ dont l'issue est observée au T4 2013 est stable sur un an, autour de 10 salariés.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires maintenu² au terme des procédures de RJ dont l'issue est observée au T4 2013 s'élève à 1,46 milliard d'euros, contre 540 millions d'euros pour les sauvegardes dont l'issue est observée au même trimestre. Le taux de maintien³ de l'activité dans le cadre des sauvegardes est toutefois supérieur à celui des RJ (0,69 contre 0,39). Il convient toutefois de mentionner que ce taux de maintien ne prend pas en compte la possibilité de liquidations postérieures à l'adoption des plans.

Enfin, le taux de maintien de l'activité dans le cadre des sauvegardes tend à s'accroître sur un an (+2,2%), tandis que le taux de maintien de l'activité observé en RJ diminue (-2,1%). Ceci traduit des issues en plan plus fréquentes en sauvegarde qu'en RJ, mais aussi une diminution du chiffre d'affaires moyen des entreprises connaissant une issue en plan au terme des RJ.

¹ Sont ici considérés à la fois les plans de continuation et les plans de cession.

² Voir encadré méthodologique infra.

³ Voir encadré méthodologique infra.



CONSEIL NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

Annexe 1

Méthodologie : définition du CA maintenu et du taux de maintien de l'activité

Les indicateurs suivants donnent une mesure de l'activité économique maintenue au terme des procédures de redressement et de sauvegarde.

Le chiffre d'affaires maintenu au terme des RJ se définit comme la somme des CA des entreprises en RJ connaissant une issue en plan de cession ou de continuation au trimestre t.

Le chiffre d'affaires maintenu au terme des sauvegardes se définit comme la somme des CA des entreprises en sauvegarde connaissant une issue en plan de cession ou de continuation au trimestre t.

Il est ensuite possible de définir un taux de maintien de l'activité économique, comme le rapport entre le CA maintenu et le CA total engagé dans l'une ou l'autre procédure. Ces indicateurs reposent sur une hypothèse forte, celle que le chiffre d'affaires au terme du plan est le même qu'en début de procédure (le CA engagé). Ceci peut conduire à surestimer le volume du chiffre d'affaires maintenu.



CONSEIL
NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

Annexe 2

Issues de procédures enregistrées au T4 2013		
	RJ	Sauvegardes
Nombre d'issues observées	3 633	343
Evolution vs. T3 2012	+2,4%	+8,7%
Proportion d'issues en plan	26,8%	49,7%
Evolution vs. T3 2012	-0,2%	+3,1%

Taux de maintien de l'activité pour les procédures achevées au T4 2013		
	RJ	Sauvegardes
Chiffre d'affaires cumulé maintenu (en millions d'euros)	1 460	540
Taux de maintien (CA maintenu/ CA engagé)	0,39	0,69
Evolution du taux de maintien vs. T3 2012	-2,1%	+2,2%



CONSEIL
NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

A venir

Les prochaines publications mensuelles de l'observatoire économique porteront sur les indicateurs suivants :

⇒ **Mai (données du T1 2014)**

- Données relatives au nombre de procédures et à leur impact économique.
- Données relatives à l'emploi et au chiffre d'affaires des entreprises en difficulté.

⇒ **Juin 2014 (données du T1 2014)**

- Données d'actifs et de passifs globaux
- Données relatives à la situation financière des entreprises entrées en procédure
- Données relatives à la structure des créances